



PRÉFET DE LA SARTHE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT LE REJET D'EAUX PLUVIALES - RÉAMÉNAGEMENT DU MAGASIN  
LIDL - COMMUNE DE SAINT LONGIS

DOSSIER N° 72-2019-00204

Le préfet de la SARTHE  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du mérite

**ATTENTION :** CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin Loire-Bretagne ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Sarthe amont, approuvé le 16 Décembre 2011 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 14 Août 2019, présenté par la société LIDL - direction générale LIFFRE, enregistré sous le n° 72-2019-00204 et relatif au rejet d'eaux pluviales - réaménagement du magasin LIDL - commune de Saint Longis ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**LIDL - direction générale LIFFRE - ZONE D ACTIVITES BEAUGE II 6 35340 LIFFRE**

concernant :

**Le rejet d'eaux pluviales - réaménagement du magasin LIDL**

dont la réalisation est prévue dans la commune de SAINT-LONGIS

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 14 Octobre 2019**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de SAINT-LONGIS où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**A LE MANS, le 19 Août 2019**

**Pour le Préfet de la SARTHE  
Pour le Directeur Départemental des Territoires  
Le chef du service eau-environnement, pi**

**Philippe FOUQUET**

PRÉFET DE LA SARTHE

Direction Départementale  
des Territoires de la Sarthe

LIDL - direction générale LIFFRE

ZONE D ACTIVITES 2 A84  
LA BEAUGE

Service de police de l'eau

35340 LIFFRE

Dossier suivi par :  
David SOUCHU *ds*

Mèl : david.souchu@sarthe.gouv.fr

Tél. : 02 72 16 41 91

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :  
**Le rejet d'eaux pluviales - réaménagement du magasin LIDL - commune de Saint-Longis**  
**Accord sur dossier de déclaration**

Réf. :72-2019-00204

Le Mans, le 18 Octobre 2019

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

**Le rejet d'eaux pluviales - réaménagement du magasin LIDL - commune de Saint Longis**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 19 Août 2019, j'ai l'honneur de vous confirmer que je donne mon accord sur votre déclaration dont vous trouverez ci-joint les principales données techniques. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier. **Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de Saint Longis pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la commission locale de l'eau du SAGE Sarthe Amont pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Enfin je vous rappelle, qu'en application de l'article R 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation  
Pour le Directeur Départemental des Territoires  
Le chef du service eau-environnement

*Luc BARSKY*  
Luc BARSKY

## Annexe technique au récépissé (prescriptions) :

Rejets d'eaux pluviales « réaménagement du magasin LIDL » sur la commune de Saint Longis  
dossier n° 72-2019-00204

DDT 72

le 17/10/2019

### Contexte :

Le site actuel ne reçoit aucun apport des fonds amont. Le projet LIDL est un réaménagement du LIDL existant rue du Docteur Godard situé à l'Est de la commune de Saint Longis.

L'opération prévoit la suppression de l'actuel bassin d'orage, la démolition du magasin, LIDL et de son parking pour la réalisation d'un nouveau Magasin et aménagement extérieur.

### Principes de la gestion des Eaux Pluviales (EP)

Le système de collecte et de traitement est composé des ouvrages suivants :

- Un réseau de collecte des eaux pluviales des eaux de voirie et de toiture par un réseau d'eaux pluviales séparatif enterré, raccordé à un bassin de type à sec.
- Un bassin de type à sec situé au Sud du site avec ouvrage de régulation et d'un débourbeur et deshuileur assurant un pré-traitement
- Une structure réservoir sous les aires de stationnement en pavé drainant infiltrant par surverse vers le bassin.

### Dimensionnement du bassin d'infiltration

	Cote max PHE	Volume utile final en m <sup>3</sup>	Débit	Pente des Berges	Temps de vidange
Bassin de rétention	162,60m NGF	230 m <sup>3</sup>	3l/s/h soit 4 l/s	-4/1 -1/1	24 h max
Neue stockante	160,60m NGF	7 m <sup>3</sup>	Par drainage	-4/1	24 h max
Parking en pavé drainant	/	40 m <sup>3</sup>	Par drainage	Raccordement par drain routier D100 au réseau principal D300	24 h max

↙ superficie totale collectée par le point de rejet : ..... 1,38 ha  
↙ pluie de projet ..... .. 10 ans

↳ Point de rejet fossé de la RD 238 au Sud du projet vers le ruisseau Le Rutin au Sud du bourg de Saint Longis

Descriptif du bassin de régulation :

- Arrivée des eaux pluviales en diamètre Ø 300 mm
- Sortie des eaux pluviales après ouvrage de régulation en diamètre Ø 200 mm
- Fond de bassin méandré
  
- Ouvrages en sortie du bassin comprenant :
  - une cloison siphonide
  - un système d'obturation
  - une plaque d'ajutage avec orifice de fuite D 50 mm.
  - un ouvrage de surverse (événements pluvieux exceptionnels)

Précaution en phase travaux :

Selon les prescriptions listées à la page 49 du dossier de déclaration.

Entretien courant, entretien périodique :

Selon les prescriptions listées à la page 50 du dossier de déclaration.

**Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.**